14 mai 1982 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, à la chambre de commerce de Hambourg devant l'Ubersee Club, notamment sur les relations bilatérales franco-allemandes, la politique de défense et les problèmes Est-Ouest, la politique économique et sociale dans le contexte international, vendredi 14 mai 1982.

Monsieur le chancelier,
- Monsieur le président,
- Mesdames et messieurs,
- C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai reçu et accepté l'invitation qui m'était faite au-cours de mon voyage en Allemagne `RFA`, de mon séjour chez Mme et M. Schmidt, de venir dans ce club parler aux personnes qui le composent et à quelques autres et, au-delà même des limites de ce club dont le renom est allé bien au-delà de vos frontières £ je pourrais y parler d'un certain nombre de sujets qui m'obligeront à quelques traits rapides, faute de pouvoir vous retenir plus de temps qu'il ne faut, mais qui me permettront cependant d'enserrer un certain nombre de données utiles à connaître si l'on veut apprécier le développement des relations entre nos deux pays dans le contexte général d'une situation internationale qu'il nous faut une fois de plus décrire. C'est avec intérêt et aussi avec le plaisir de retrouver un ami personnel, le chancelier, venu lui-même chez moi il n'y a pas si longtemps, que nous avons ces contacts très nombreux dans-le-cadre de nos responsabilités, responsabilités assumées avec le désir de régler au mieux, de façon harmonieuse, les relations indispensables de deux pays que l'histoire et la géographie ont désigné pour peser lourd sur la scène du monde.
- C'est aussi un grand plaisir d'assurer ici la suite, non pas exactement sans doute de ce qui fut dit, ici-même, il y a vingt ans, mais de ce que peut représenter la France à vos yeux au travers de ses expériences politiques diverses et de sa continuité dans l'histoire.\
J'ai souvent rappelé, lors de mes passages en Allemagne `RFA' ou dans les conférences franco - allemandes, que pour moi nos relations n'étaient pas un souci né d'hier. J'étais député français en 1946, cela fait maintenant 36 ans.
- Je n'ai pas cessé de l'être jusqu'au moment où je suis devenu chef de l'Etat français - et les premières sollicitations de l'époque déjà ancienne que je vais évoquer, ont naturellement été celles de l'héritage de la guerre. Guerre que j'avais faite, comme bon nombre d'entre vous et pas du même côté. Nous avions au travers du siècle, connu tant de déchirements, ce que certains ont appelé, le mot n'était pas audacieux, il était très réel, "les guerres civiles de l'Europe" qu'en 1947 on se trouvait encore les uns et les autres pantelants dans la chair et dans l'esprit. Au long d'une vie politique, il est quelques données majeures auxquelles on tient, quelques actes libres qui restent les points de repère prncipaux de sa propre vie. Il n'y en a pas beaucoup, quelques uns, et ce serait d'ailleurs bien fatigant que d'avoir tous les jours à produire pour lhistoire. Mais en 1947, il s'agissait de réconciliation franco - allemande. Il y eut un premier congrès européen, en Hollande, à La Haye. J'y étais. Comme vous-mêmes dans vos familles, dans vos affections, dans

l'amour de votre pays : que de chagrins, que de deuils ! Comme on pouvait entretenir aisément, de l'un à l'autre, la querelle. Je me souviens avec beaucoup de gravité, de cette réconciliation toute simple qui se faisait entre adversaires de la veille £ il y avait encore une très longue route à parcourir avant de donner corps véritable à cette première tentative. Mais à travers le temps, j'ai toujours souhaité qu'il fût possible de resserrer nos liens, non point seulement en considération de nos intérêts propres, bien qu'ils ne fussent pas négligeables, mais aussi parce qu'il me semblait que ce couple franco - allemand était plus nécessaire que ne le pensaient Français et Allemands eux-mêmes pour l'équilibre du monde £ pour porter plus loin ce qui nous est commun, et qui s'appelle sans doute la civilisation, en tout cas une forme de civilisation qui a pris date et rang dans l'histoire des hommes.

- Puis est venue l'expérience politique, l'apprentissage des responsabilités. J'ai pu rencontrer plusieurs de vos hommes d'Etat, je me souviens de la rencontre entre Adenauer et Mendes-France. J'étais présent au moment-même où, pour la première fois, ils affrontèrent, à leur tour, les problèmes de leur temps.\

Je ne réveillerai pas tous ces souvenirs qui vaudraient à eux seuls d'être largement évoqués, mais ce n'est pas l'objet de cette intervention £ jusqu'au jour où, élu par mon peuple, le premier des hommes politiques, des responsables, qu'il m'ait été donné de rencontrer cela à été, non pas simplement par le hasard des dates, mais aussi par le mouvement naturel des hommes et des choses, Helmut Schmidt, votre chancelier, venu à Paris faire le détour de l'amitié et de l'information, à l'occasion d'un voyage aux Etats-Unis d'Amérique. Et après quelques autres visites au-cours de cette année, me voici aujourd'hui à Hambourg, et dans ce club, où je viens pour la première fois. Les premières fois ont toujours un charme particulier. Je ne répèterai pas que c'est pour moi l'occasion de m'adresser à beaucoup d'Allemands et à beaucoup de Français lorsque je prends la parole devant les membres de ce club. Je remercie son président, ses dirigeants comme je remercie les animateurs et les responsables de Hambourg qui qui m'ont fourni cette heureuse occasion.\

Faire le récit des relations entre l'Allemagne fédérale `RFA` et la France serait prendre le risque de dire et de redire les choses connues de tous. Or, nous ne partons pas cet après-midi d'une information primitive, nous partons déjà d'un haut degré de réflexion, si j'en juge par le thème des conférences tenues de cette tribune ou par le dernier texte dont je prenais connaissance, celui de l'exposé fait par le chancelier Schmidt lui-même sur les problèmes posés par la crise économique mondiale.

- Il me faudrait, en quelques trois quarts d'heure, sans dépasser quatre, raconter l'histoire du monde moderne, ambition excessive qui vous laissera donc un peu sur votre faim puisque je ne pourrai répondre à toutes les questions que chacun d'entre vous se pose. J'essaierai d'organiser mon argument autour de thèmes simples : en quoi l'Allemagne et la France d'aujourd'hui peuvent-elles peser ensemble sur la politique mondiale ? Quel est le contenu, quelles sont les limites de leurs accords ? où y a-t-il harmonie, où se trouvent les difficultés ? On fera ainsi le point afin d'assumer dans les jours qui viennent, et pour la suite des temps, les responsabilités qui sont nôtres.

- On peut dire que d'une façon générale sur les problèmes internationaux notre approche est la même. Cette approche n'est pas seulement le résultat d'une série d'heureuses dispositions et d'une inclination naturelle bien que celle-ci ne soit pas absente. Elle procède d'intérêts clairement définis, et aussi sans doute du fait que nous sommes affrontés aux mêmes difficultés : celles qui mettent en péril notre indépendance, notre liberté, nos choix démocratiques, notre vie matérielle, notre vie de chaque jour, le développement de nos cultures et tout simplement la paix, c'est-à-dire la survie, la vie tout simplement. Ce serait une survie, si l'on imagine ce que pourraient être les conséquences d'un conflit mondial nouveau dont nous serions les premiers acteurs et non pas les témoins.\

Je parlerai tout à l'heure de nos relations strictement bilatérales. J'essaie d'examiner notre situation dans l'Europe. On dit "l'Europe". En réalité, il s'agit de l'Europe occidentale. Et encore si l'on s'en tient à la Communauté `CEE` n'est-elle que la réunion de dix pays d'Europe occidentale car après tout, l'Europe aurait pu être autre chose que l'Europe des Six, des Neuf

occidentale car après tout, l'Europe aurait pu être autre chose que l'Europe des Six, des Neuf, des Dix, demain peut-être des Douze. C'est le coup de poignard qui a déchiré le corps de l'Europe qui fait que la France s'y trouve, mais pas la Pologne, l'Irlande et pas l'Autriche, la Grèce et pas la Suède. Ils sont pourtant en Europe aussi, comme la Russie elle-même.
- Et cependant, nous nous estimons porteurs d'une sorte d'espérance raccordée à des formes de civilisations et de cultures, à un certain -état d'esprit, à une certaine façon d'être ou de comprendre les problèmes, à des siècles et des siècles d'antagonismes, de rencontres, à des productions d'écrivains, d'artistes, des échanges. Bref, nous sommes, pensons-nous, l'Europe. Ayons-en l'orgueil en même temps que l'humilité.
- Dans cette Europe, l'Allemagne et la France remplissent un rôle éminent en-raison même de leur présence démographique, de leur puissance économique, de leurs relations multiples à travers le monde, d'un héritage glorieux. Cela n'est pas, en valeur absolue, meilleur ni supérieur à l'héritage des autres. On peut dire même que d'autres ont des mérites égaux et sur certains - plans supérieurs, selon la catégorie à laquelle on s'adresse. Mais nul ne discute que ce sont deux pays, non seulement indispensables à l'Europe dont je parle, mais dont le facteur d'équilibre est déterminant.\
A l'intérieur de cette Europe je n'observe pas, depuis longtemps déjà, de dissentiments entre l'Allemagne fédérale `RFA` et la France. Même par-rapport aux événements récents qui sollicitent notre attention, - et ils ont tendance au demeurant à s'accumuler depuis quelques semaines - et à la façon dont nos considérons le développement de l'Europe par exemple. Oh ! c'est vrai qu'au-cours de ces dernières années, les Allemands se sont sentis peut-être, je ne dirai pas plus communautaires, mais plus désireux de donner une signification plus organique encore à l'Europe, alors que depuis bientôt un quart de siècle, après des points de départ foudroyants du temps de Jean Monnet et de Robert Schuman, la France a peut être mis davantage l'accent sur ce qu'on a appelé l'Europe des patries, souvent devenue l'Europe des Etats, c'est-à-dire avec un peu moins d'organisation commune. Cela ne veut pas dire pour autant que l'esprit n'y était pas. Il en reste quelque chose aujourd'hui. On verra souvent la France, et on la verra encore, plus soucieuse de préserver dans les débats européens sa capacité de choix, sa possibilité de dire non, bien que je tienne moi-même à ce que ce soit vraiment dans des cas particulièrement graves, et que la pratique de l'Europe ne soit pas seulement l'accumulation des non ou des refus opposés de l'un à l'autre. Je crois qu'il faut réserver ce qui est, au-delà du Traité de Rome, que sur-ce-plan il ne faut pas interpréter stricto sensu et qu'il faut tenir compte des accords intervenus depuis lors, et notamment à Luxembourg. Mais enfin, la notion d'intérêt vital ne peut pas être appliquée, comme on le dit dans une expression un peu vulgaire, à tout bout de champ. On ne peut pas se réveiller chaque matin avec un intérêt vital, comme le font certains de nos partenaires de tel sorte qu'intérêts vitaux accumulés du matin au soir et du soir au matin, autant dire qu'il faudrait parler de l'Europe au passé !
- Intérêt vital. Oui, la France restera très attachée à cette notion et n'acceptera pas aisément, ou même n'acceptera pas du tout, qu'une règle de la -majorité puisse intervenir indument dans la - défense de ses intérêts vitaux `problème du droit de veto`. Mais je crois qu'il faut avoir l'esprit ouvert, de la détermination, et surtout une volonté politique, et cette volonté politique elle va vers la construction de l'Europe, ce qui suppose que le oui prédomine sur le non.\
Alors, par-rapport aux problèmes concrets qui se posent, le plus récent en date étant la fixation des prix agricoles, il y a une facon, une certaine façon de comprendre le budget de l'Europe, avec bien entendu des inflexions qui parfois nous opposent sur tel ou tel aspect de la politique agricole ou sur l'interprétation que nous faisons des bénéfices retirés de cette Communauté `CEE` où chacun d'entre nous a le sentiment, sans doute excessif, d'être la victime principale même quand nous sommes bénéficiaires.
- Il y a dans tout cela une démarche qui veut que nos deux pays soient solidement arrimés et que par-rapport aux principaux choix internes à lEurope, nos discussions ne sont pas division, seulement différence d'appréciation sur les modalités, le rythme, les conditions à poser, l'élargissment par exemple, du marché commun agricole.
- Il est possible que nous n'ayons pas toujours la même conception des développements

monétaires en Europe. Il est certain, je l'ai dit tout à l'heure, que sur-le-plan organique ou institutionnel, nous ne pouvons avoir des rythmes de marche différents. Je ne connais pas de problèmes touchant à la vie de l'Europe aujourd'hui sur lequel nous ne soyons pas en mesure de nous mettre d'accord. Dans la plupart des cas cet accord est instinctif, naturel, immédiat. C'est ce que j'ai pratiquement vécu depuis un an. Dans quelques cas, je le répète fort rares, l'accord résulte de la discussion, il n'est pas d'exemple que l'accord n'ait prévalu.
- Peut-on vous dire que, compte-tenu de ce que l'on sait des hommes, des sociétés et des intérêts d'Etat, rares dans l'histoire ont été des circonstances aussi favorables pour mener en commun une politique commune.\
Vous savez que les situations de nos deux pays sont différentes dans l'Alliance atlantique. Dans un cas, cela découle de la guerre et des impositions qui font que l'Allemagne `RFA` se trouve démunie de certaines capacités, de certains droits, notamment dans le domaine de son armement. C'est un fait, je ne veux pas discuter du fond qui résulte d'une situation déjà ancienne.
- La France a pu se doter d'un armement nucléaire dans-le-cadre de ce quenous appelons une stratégie de dissuasion dont vous avez tout de suite compris le sens : cela veut dire ce que cela veut dire, si on ouvre son dictionnaire, c'est-à-dire que la France n'entend pas exercer d'action offensive à l'égard de quiconque. Vous imaginez quoi que ce soit à l'égard des Etats-Unis d'Amérique ? Ce sont nos amis et nos alliés, il n'en n'est pas question. A l'égard de l'Union soviétique ? Nous n'en avons pas la moindre intention, nous avons des relations historiques amicales avec le peuple russe et les différends que nous pouvons avoir avec ses dirigeants ne sont jamais allés jusqu'à imaginer que nous puissions avoir un comportement de cette sorte.
- C'est donc une situation défensive où nous rendons notre territoire, s'il devait être jamais attaqué, si dangereux pour l'attaquant que les pertes ou les dommages subis par lui ne vaudraient pas que la guerre s'installât. Donc nous agissons de telle sorte que notre force soit à ce point redoutable que nul ne cherche à agresser notre pays. Nous cherchons à dissuader.\
Cette théorie stratégique continue d'être la base de la politique militaire française. Cela comporte un certain nombre de conséquences que vous comprendrez aisément. Une telle arme `arme atomique` ne peut être à la disposition de plusieurs. C'est le pays qui en dispose qui est le maître de la décision ultime, puisque la vie-même, la vie physique du pays en dépend. A partir de là, aucun pays étranger fût-il le plus ami ne peut se subsituer à la décision du responsable de la France £ aucun autre français même, aucun autre pouvoir, aucune autre institution ne peut se substituer à la décision du Président de la République française.
- De ce fait, la Frane n'appartient pas à l'organisation militaire intégrée de l'Alliance atlantique. Il convient donc toujours de distinguer. Dans quelques semaines par exemple, je viendrai vous saluer à Bonn à l'ouverture d'une conférence atlantique. J'ai quelquefois entendu dire, y compris du côté américain récemment, c'est la conférence de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, et j'ai répondu : "Ah ! c'est bien permis, mais dans ce cas-là la France n'y sera pas £ si c'est l'Alliance atlantique, bien entendu elle y sera". Distinction subtile ? Non, pas si subtile. Il est normal qu'une alliance puisse exister, l'histoire nous propose ce type d'exemple constamment, sans nécessairement qu'il y ait commandement intégré. Consultation, solidarité, qu'est-ce que veut dire une alliance, sinon le secours apporté par l'un à l'autre, par l'autre à l'un, c'est-à-dire l'égalité de services rendus et la protection commune d'intérêts communs ? Cela n'oblige pas nécessairement à un commandement, qui en fait n'appartiendrait qu'à un seul, qui ne serait pas le nôtre. Et nous ne pouvons pas laisser la sécurité, la vie de la France, dépendre de considérations qui seraient prises à 5000 kms de chez nous. Considérations dont j'ai pu m'apercevoir, qu'aussi intéressantes qu'elles étaient, elles ne coincidaient pas toujours avec l'idée que nous nous faisons et que je me fais moi-même de la réalité de l'Europe et de la réalité de la France.\
Alors, de ce fait, l'Allemagne `RFA` et la France ne se trouvent pas dans les mêmes assemblées. Elles n'ont pas exactement les mêmes responsabilités de caractère militaire. Cependant, au-cours de conversations approfondies que j'ai eues avec le chancelier et avec M.

Genscher `ministre des affaires étrangères`, avec les principaux responsables de la politique allemande, nous avons pris toute une série de dispositions sur lesquelles il est inutile de s'étendre, qui font que nos relations, nos informations mutuelles, les justes précautions qu'il nous faut prendre pour que chacun puisse apprécier en connaissance de cause l'intérêt de son pays, puissent être aisément coordonnées dans l'intérêt des deux pays. Tout ce qui pourra être fait dans ce sens sera fait.
- Je veux dire que je tiens la République fédérale allemande pour un grand pays majeur et que j'entends qu'en aucune circonstance la différence des situations présentes, -fruit du hasard des temps, puisse se traduire par le fait que celui-ci dispose du moyen d'assurer son indépendance, et l'autre pas.
- Ah, certes, dans la situation de 1982, cela signifie aussi que nous pouvons être amenés à comprendre autrement la façon dont nous devrions agir ou réagir face aux décisions de notre allié américain. Et pourtant, en dépit de cette pétition de principe, j'observe, dans la réalité, que les politiques de l'Allemagne et de la France sont extrêmement proches l'une de l'autre, si elles ne sont pas le plus souvent identiques, y compris dans l'examen difficile et pratique des matériels, des armements, de tout ce qui est armement. Armement conventionnel et classique, oui c'est le cas des Allemands et c'est aussi le cas de la France : nous disposons de forces conventionnelles. Armement nucléaire : c'est le cas strictement de la France, oui. Mais il est des armements nucléaires sur le sol allemand, de telle sorte que l'Allemagne est impliquée, quoiqu'elle veuille, dans cette immense discussion qui m'amènera tout naturellement à parler, tout aussitôt après, des relations entre l'Est et l'Ouest.
- Je dois dire que lorsque je constate l'effort considérable fait par votre pays et par le mien, il est tout à fait difficile, je dirai même inadmissible, que nous puissions même simplement recevoir des conseils, tandis qu'un effort comparable ne serait pas accompli par le principal de nos alliées, `Etats-Unis`, surtout, précisément dans le domaine conventionnel ou plutôt dans les traditions conventionnelles de l'armée s'agissant par exemple de la conscription, c'est-à-dire l'emploi des hommes.\
Nous avons cette force atomique et nous sommes au niveau des responsables, c'est-à-dire de l'Etat-major général de l'armée, du gouvernement, du comité de défense nationale, affrontés au problème de labombe à neutrons. Nous sommes en mesure de la construire immédiatement : la décision n'est pas prise, elle peut l'être. Il est certes des arguments humanitaires, mais ces arguments s'appliquent à toutes les formes d'armes, c'est-à-dire à tout ce qui porte la mort. Il est aussi des conditions stratégiques sur lesquelles la France réfléchit, afin qu'il n'y ait pas de contradictions entre les diverses formes de son armement et sa stratégie de dissuasion. Cela mérite examen.
- Et puis, il se pose une autre question, - je reste dans le sujet des relations franco - allemandes - il est certaines armes, qui mettent en cause le sol allemand. A partir de là, si la décision française entraîne naturellement mon entière responsabilité, je considère comme un devoir de connaître et d'apprécier ce qui est justement compris par ses dirigeants, comme l'intérêt de l'Allemagne `RFA`. Voilà des sujets que nous avons à traiter chaque jour. Je ne prendrai pas parti dans une conférence de ce genre sur telle ou telle forme de coopération militaire. On discute de char ou du reste, ce n'est pas mon rôle ici et en cette circonstance £ je sais à peu près où en sont vos discussions internes y compris parlementaires. Je dirai simplement que, quelques soit le champ d'application de nos discussions militaires, il faut veiller à ce qu'une coopération puisse être maintenue. Car si tout doit se faire chacun de son côté, sans tenir compte de ce qui fait notre force principale, c'est-à-dire notre entente, on prend alors le risque de dériver et peu à peu de s'attaquer mutuellement à des intérêts différents. Cette Alliance atlantique, alliance défensive, dans une ère géographique déterminée, il ne faut pas confondre : ce ne sont pas tous les conflits qui surgissent sur la surface du globe qui obligent les membres de l'Alliance atlantique à se sentir automatiquement liés par les décisions qui seraient prises par un seul. Mais partout où, géographiquement, cette alliance s'applique, aussitôt doivent jouer les institutions. Elles ne jouent pas toujours et j'aimerais que plus souvent l'alliance soit comprise comme la décision des alliés et non seulement comme la communication d'un allié aux autres, des décisions qu'il a prises

non seulement comme la communication d'un allié aux autres, des décisions qu'il a prises. Unealliance, ce n'est pas simplement une agence de presse, ou bien une dépendance des postes, ou une forme, subalterne d'ailleurs, de la littérature. Une alliance, c'est un engagement réciproque compte-tenu aussi du fait qu'il y a identité dans la nécessité de vivre et de survivre, mais qu'il y a souvent différence dans la responsabilité. Il faut en tenir compte et nous serions bien injustes et bien imprudents de nier ou d'ignorer le considérable effort accompli dans la sauvegarde du monde libre par les Etats-Unis d'Amérique. Cela ne sort jamai de mon esprit et j'ai à l'égard de ce peuple et de ce pays une très grande reconnaissance, une très grande gratitude, surtout quand je pense à la façon dont depuis deux siècles, Etats-Unis d'Amérique e France ont vécu. Mais cela ne m'interdit pas de dire ce que j'ai dit il y a un instant, car je crois que la bonne amitié suppose un langage clair.\
Dans les relations avec l'Est on trouve précisément des points d'application de tout ce qui précédait. Que L'Europe de l'Ouest se considère comme en danger si pointe à l'horizon un déséquilibre des forces au détriment de l'alliance à laquelle nous appartenons, cela va de soi. Non seulement parce que nous risquerions de nous trouver par définition en situation de faiblesse, mais aussi parce qu'allant plus loin dans l'analyse de l'équilibre du monde, je pense que la paix tient encore, même si c'est dommage, tient encore et toujours, à l'équilibre des forces. L'équilibre des forces au_plan stétégique mondial est pour moi une donnée qui me fait toujours apprécier selon ce point fixe : est-ce l'Est, est-ce l'Ouest qui se trouve en position d'agresser l'autre ?
- Bien entendu je tiens ce raisonnement à l'agard de l'Alliance, de mon alliance, comme à l'égard de ceux d'en face ou de ceux d'à côté, sans complaisance spéciale pour mon camp, étant bien entendu que je n'en suis pas moins solidaire des décisions prises. Et j'en ai conclu personnellement, en dépit des contradictions inhérentes à ce genre de réflexion et aux information qui me sont fournies, que si, sur-le-plan stratégique mondial, un certain équilibre demeure, jusqu'à l'année dernière, les tendances pouvaient nous conduire dans les années 1982 à 1990 à une certaine infériorité de l'Alliance atlantique face au Pacte de Varsovie. A partir de là, je suis d'accord avec ceux qui disent : prenons nos précautions, rétablissons l'équilibre potentiel, ou plutôt virtuellement menacé, car dans ce domaine, vous le savez bien, et vous, industriels, dans vos affaires vous le savez, si l'on ne programme pas sur 5 ans, 10 ans, 15 ans ou 20 ans parfois par-rapport à la sophistication des types d'armement, c'est trop tard lorsqu'on se réveille. Il faut donc considérer que c'est aujoud'hui qu'il faut savoir si l'équilibre des forces sera maintenu dans 10 ans. Et bien honnêtement il me semble que les tendances des années 79 et 80, pouvaient conduire à un déséquilibre au détriment de l'Alliance atlantique. Alors, j'ai dit : rétablissons cet équilibre. Je n'ai pas dit "rétablissons cet équilibre pour franchir ensuite une deuxième étape qui, assurant une supériorité de l'Alliance atlantique, deviendrait menaçante pour l'Union soviétique et l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est. Tentations naturelle. On réussit à équilibrer les forces £ on a ensuite envie d'être le plus fort £ à ce moment-là pense-t-on, on aura la paix. Non c'est à ce moment-là qu'on ne l'aura pas ou plutôt c'est parce qu'il y aura crainte de ce déséquilibre que les étapes seront brûlées e t celui qui risque de se sentir en position d'infériorité n'attendra pas ce moment, et l'on précipitera ainsi les risques du conflit.\
Seulement, il y a, dans-le-cadre de l'équilibre mondial, le problème de l'Europe. Sur-le-plan de l'Europe, je constate que le déséquilibre est flagrant. Je ne peux toujours me référer à l'équilibre mondial si je sais que mon pays est en Europe, sauf si je présuppose l'effacement de mon pays de la carte du monde ! Donc, en Europe, cet équilibre me paraît déjà étrangement décoloré. J'observe qu'en Europe, la puissance conventionnelle de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie est réelle, indiscutable, considérable. Pour réparer ce déséquilibre, on a donc vu arriver ce qu'on appelle les "forces avancées" du système stratégique américain. On appelle cela tactique, mais je crois que la sémantique nous égare. Est tactique ce qui ne traverse pas l'Atlantique et stratégique ce qui le traverse : ces distinctions me paraissent bien étranges, en tout cas sont tout à fait étranges pour un pays européen qui peut être détruit aussi bien par des armes tactiques que par les forces stratégiques. Pour lui, c'est du pareil au même. C'est notre cas, et c'est le cas de l'Allemagne `RFA`. Le système avancé américain aurait rétabli l'équilibre.

Il est possible qu'il l'ait dépassé. Et voici l'Union soviétique qui se met à moderniser ses fusées. C'est ainsi que nous avons un système de fusées dite SS 20 qui, à partir de 150, selon les indications que nous possédons, pourraient à elles seules, en l'espace d'un quart d'heure à vingt minutes, détruire la totalité des installations du dispositif militaire d'Europe occidentale, de la Norvège à l'Italie. A partir de 150, et il y en aurait plus de 200. Je l'ai dit à l'Assemblée nationale, alors que j'étais membre de l'opposition. Ce n'est donc pas un -concours de circonstances et ce n'est pas parce que je voudrais préserver je ne sais quelle situation intérieure française. Ce calcul bien mesquin serait vite détrompé par l'histoire. Il y a longtemps que je pense que ce facteur de déséquilibre doit être corrigé et que j'ai demandé le retrait des SS 20. Il y a eu ensuite l'annonce que l'OTAN, et en-particulier les Etats-Unis d'Amérique, pourraient installer sur le sol européen et en-particulier en Allemagne, les fameux Pershing II, qui à leur tour restituent un avantage tactique, mais aussi stratégique puisque cette arme peut obtenir exactement les mêmes résultats sur les centres vitaux de l'Union soviétique que pourraient le faire les forces stratégiques stationnées aux Etats-Unis d'Amérique. La Russie se sent alors menacée dans l'avenir, puisqu'il s'agit d'un déploiement pour l'année prochaine et les années suivantes.\
Le débat s'élève, c'est la course aux armements. Va-t-on le faire ? Les peuples sur le sol desquels va s'implanter cette force nouvelle et dont la part à la décision risque d'être seconde, s'inquiètent. A tort ou à raison ? Ce n'est pas à moi de le déterminer, nous ne sommes pas membres du commandement intégré de l'OTAN et nous n'allons pas décider à la place de ceux qui en font partie. Mais nous sommes intéressés par l'équilibre des forces dans le monde, en tant que membre de l'Alliance atlantique et grand pays européen. Et nous disons : amis recherchons l'équilibre. Cet équilibre ne peut être trouvé que par la négociation. Ne négocions pas avant d'avoir pris nos décisions. Elles sont prises : chacun peut disposer maintenant des cartes sur la table, mais puisqu'elles sont prises, négocions. Ce qui fait que la France a vivement approuvé l'ouverture des négociations de Genève et s'inquiète de la tièdeur des protagonistes. Il faut que l'Union soviétique sache que le point zéro n'est pas le point zéro jusque-là cité, ni par les uns ni par les autes. Le point zéro ne peut pas être le simple retrait d'un type d'armement d'un côté, tandis que rien ne serait fait de l'autre. Le point zéro c'est la force, la puissance, la portée des armes, l'endroit où elles se trouvent, les contrôles exercés, que les techniciens détermineront comme créant la situation où les deux camps s'observent sans avoir le goût de s'attaquer. Cela ne peut être que le résultat de la négociation, mais, au point de départ, il faut que l'Union soviétique sache que si malheureusement, de son fait ou de sa timidité à agir - par exemple, il allait de soi que le gel n'était pas une notion suffisante - cela continue, l'on se trouvera dans une situation de surarmement de part et d'autre avec tous les risques et que l'économie ne peut supporter longtemps cette démarche. Mais il faut aussi que les alliés atlantiques sachent que si la négociation atteint ce point zéro désirable, dont je répète qu'il n'est pas celui dont j'ai entendu parler de part et d'autre jusqu'alors, alors, pourquoi aller plus loin ? On parle toujours de désarmement. J'aimerais que le désarmement soit compris autremeent que par une légère limitation du surarmement, car celui-ci représente toujours une progression dangereuse, sinon mortelle.\
Eh bien, voilà, nous sommes solidaires de l'Alliance `atlantique` dans cette démarche, même si la géographie, et elle seule, peut commander à l'Allemagne `RFA` et à la France des réflexes différents, des assurances différentes, nous voulons dans cette Alliance exercer notre rôle entier de consultations, de délibérations en vue de la décision commune.
- Nous n'y avons pas le même rôle en-raison de nos types d'armement différents. Nous ne sommes pas, sur-le-plan militaire, dans le même commandement intégré `OTAN`, mais nous considérons l'un et l'autre la nécessité d'assurer l'équilibre des forces et cela a justifié que des armements fussent décidés au-cours de ces derniers mois. La France, pour son compte, a décidé la fabrication d'un septième sous-marin nucléaire car sept sous-marins permettent à trois d'entre eux d'être constamment sous les mers et c'est à partir de trois que la surveillance peut être assurée. J'ai dit tout à l'heure ce qu'il en était des études sur la bombe à neutrons. Ce ne sont pas les seuls domaines sur lesquels nous poursuivons un armement qui représente pour nous une

charge budgétaire lourde, vous l'imaginez. Mais sur chacun de ces points, la France et l'Allemagne se trouvent aujourd'hui apprécier le -rapport des forces sous le même angle et ainsi que la méthode, la négociation, après qu'ait été posé de façon claire le risque de la rupture de la négociation dans des termes similaires. C'est, je crois, un des points forts de ce que je pourrais appeler, au-delà de l'alliance, l'amitié franco - allemande.\
Par exemple, lorsqu'on a parlé de sanction, nous savons bien que l'Union soviétique ne peut pas faire n'importe quoi. Oui, c'est vrai que dans certains domaines, à compter du moment où il n'y aurait pas les actes de bonne volonté désirables, il est normal, par-rapport à certains produits dit stratégiques qui pourraient contribuer à l'édification de forces militaires dangereuses, d'être prudents, de contrôler, ou même le cas échéant, d'empêcher les échanges commerciaux dans ce domaine. Il est normal que l'on considère les problèmes des crédits, et des taux de crédit, voir comment l'on peut faire. Mais si l'on nous dit de cesser toute relation commerciale avec l'Union soviétique, je réponds, et les Allemands `RFA` répondent aussi, "mais nous ne sommes pas en guerre £ le blocus économique est un acte de guerre qui, d'ailleurs, ne réussit jamais, sauf lorsqu'il représente la première phase d'une guerre gagnée £ isolé, il n'a pas de sens." Je rappellais récemment cette réflexion de M. Mugabe, Premier ministre du Zimbabwe, l'ancienne Rhodésie, qui disait : "Ah, c'est bizarre quand même ce qui se passe. Lorsque nous étions sous blocus, nous ne manquions de rien £ depuis que le blocus a sauté, nous manquons de tout".*
J'imagine assez bien ce qui se passerait si des pays comme les nôtres se laissaient aller à considérer, alors qu'il n'y a pas lieu de le considérer, que nous avons à adopter une attitude de guerre ou de préparation à la guerre.\
Nous avons aussi notre histoire et nos traditions et même si le commerce et les échanges avec l'Union soviétique sont faibles - il est faible du côté de l'Allemagne `RFA` et il est encore plus faible du côté de la France - il y a malgré tout un flux d'échanges, de relations scientifiques, techniqu indispensables, tant que cela n'est pas contraire ou contradictoire avec nos intérêts vitaux.
- On s'est étonné, par exemple, de la signature de contrats de gaz avec l'Union soviétique. Je me souviens que la question nous avait déjà été posée, n'est-ce pas Helmut, à Ottawa, et nous avions dit : "Ah, cela est du domaine de notre souveraineté, nous ne surveillons pas les échanges que passent les autres pays". Nous ne voulons pas couper les ponts `blocus économique`, même si nous refusons absolument les démarches soviétiques, particulièrement à l'égard de la Pologne, et si nous les dénonçons. Cela représente, pour ce qui concerne la France, 5 % de nos approvissionnements énergétiques pour 1990, 5 %. Cela se substitue à des approvisionnements actuels en pétrole ou en charbon, et nous ne nous sentons pas plus dépendants. J'ajoute, et c'est un argument que j'ai donné à M. Reagan, que chaque fois que je peux signer un contrat en francs français, cela m'intéresse d'avantage que lorque je suis obligé de souscrire en dollars. Alors, et il faudrait peut-être que l'on en discute, il est difficile d'exiger une alliance militaire rigoureuse et absolue où l'on défend ensemble son existence, tandis que chez le cher allié, très cher allié, prévaudrait le sentiment que, sur-le-plan des relations économiques, la paix n'existe pas.
- Nous devrions seuls être impeccables ? Nous le serons, sur-le-plan de la solidarité, devant la menace vitale que représente la guerre ou la menace de la guerre car il est vrai que dans la stratégie soviétique, il faut toujours tenir compte du fait que cette stratégie tend, bien entendu, à obtenir par la menace de la guerre, ce que l'on n'oserait pas obtenir par la guerre elle-même. Il n'empêche que j'entends bien que la France préserve en toute circonstance sa capacité de choix et notre indépendance énergétique tient à la diversité de matériaux ou de matières d'approvisionnement, ou de pays d'où vient cet approvisionnement. Nous sommes maîtres de cette stratégie-là et nous entendons le rester.\
Même observation quant à l'identité de nos points de vue dans la démarche à l'égard du tiers monde. Nous nous sommes retrouvés, ai-je dit, à Ottawa, nous nous sommes retrouvés à Cancun, nous nous retrouvons en toutes circonstances, car nous sommes parmi ceux qui considèrent que l'un des points fondamentaux du développement des échanges tient au fait que l'on permette aux pays en voie de développement de ne pas être soumis à la pression immédiate des lois d'un marché qui ne peut pas, à lui seul, prévoir la -nature des équipements nécessaires

des lois d'un marché qui ne peut pas, à lui seul, prévoir la nature des équipements nécessaires. Nous sommes d'accord sur la démarche qui tend à développer l'autosuffisance alimentaire par les moyens de la haute technologie agricole et qui tend à rechercher les sources d'énergie autres que le pétrole et qui pourraient être tirées du sol, ou du ciel des pays en question. Nous recherchons surtout ce qui permettrait de soutenir les cours des matières premières, surtout des pays pauvres qui n'ont qu'une matière première marchande ou deux, de façon que l'on puisse mettre en place des plans de co-développements. Comment voulez-vous faire un plan de co-développement. Comment voulez-vous faire un plan de co-développement sur deux ans avec la Côte d'Ivoire, lorsque le prix du café change de 70 % d'une année sur l'autre ?

- Aux Nations unies, nous avons une position commune en faveur de négociations dites globales et communes au-sein des institutions spécialisées, que nous ne voulons pas confondre avec l'Organisation des Nations unies `ONU` - notamment projet de filiale énergétique de la Banque mondiale, préservation et renforcement des structures du Fonds monétaire international `FMI`, négociations du GATT, qu'il faut renouveler et renforcer - je peux dire que nous avons une démarche qui nous permet de nous retrouver, en tout cas jusqu'ici, toujours du même côté dans les délibérations internationales auxquelles nous avons participé.

- Voilà un bilan £ je suis obligé de le limiter.\

Je voudrais simplement vous dire que s'il est un point sur lequel nous avons besoin de préciser, donc de discuter pour peut-être mieux comprendre, je dirais le seul point qui risque de contredire le sens même de cet exposé, c'est sur notre façon d'aborder la crise économique mondiale. Pour cela, il faut l'analyser et en rechercher les causes. Je crois que sur ce-plan, il y a également communauté de vues. Je vais, en tout cas, vous donner les miennes.

- Pour moi, une des causes principales de la crise économique mondiale est essentiellement la mutation technologique. On produit plus et mieux qu'avant et, même si le nombre d'humains sur la terre se développe à grande allure, nous avons des technologies suffisamment avancées pour être en mesure de répondre aux besoins mieux qu'on ne faisait au XIXème siècle ou même jusqu'à l'année 1950. Pourquoi y a-t-il crise ? Parce que la mutation technologique a fait que dans des sociétés un peu lourdes où des intérêts ont quelques peines à s'adapter, ces mutations ont fait que de nouveaux métiers sont nés, de nouvelles industries ont surgi, que ces industries ont été développées par certains pays, notamment certains pays du Pacifique avant certains pays des vieux mondes industriels capitalistes. Cette mutation technologique aurait exigé un formidable effort immédiat, il y a déjà des décennies, de formation des hommes, au moment où on a vu arriver la crise du textile, la crise de la sidérurgie, la crise de diverses formes de métallurgie et, chez nous, en France, la crise du bois, la crise du cuir et l'inexistence de la machine-outil. Tout cela aurait dû nous montrer tout de suite notre inadaptation à la concurrence internationale. L'on a vu des industries disparaître et des ouvriers licenciés pour des fabrications de mouchoirs ou de bas qui revenaient à quelques 13 000 ou 14 000 kms à meilleur marché. Bien entendu, indépendamment des qualités inhérentes à ces peuples producteurs, cela était rendu possible par le fait de pouvoir maîtriser les salaires qui sont souvent des salaires de misère, par le fait de pouvoir se dispenser de protection sociale, ou le fait de disposer dans certains cas de régimes autoritaires qui ne permettent guère la revendication ouvrière. Il y a aussi des pays qui travaillent mieux et qui ne méritent aucune des critiques que je viens de dénoncer mais qui ont appréhendé mieux que nous, avec plus d'intelligence, disons plus de rapidité, les technologies modernes. Cette mutation technologique a causé un immense désordre et a provoqué notamment un transfert industriel. On a vu les vieilles sociétés capitalistes évacuer leurs lieux de naissance et courir après le profit à-tout-prix, même à l'autre bout de la terre £ c'est un point de vue d'intérêt immédiat et local que je comprends très bien. Du point de vue de l'intérêt de la collectivité nationale, et en fin de compte du système de société lui-même, c'était peut-être une vue courte.\

Enfin, ces développements se sont produits et l'inflation et le chômage son nés de cette situation. Si nous parlons d'une façon plus actuelle, la fin des accords de Bretton-Woods, le coup de tonnerre de la décision de M. Nixon en 1971, ont produit un monde occidental où chacun se défend pour lui-même, ou le chacun pour soi prévaut, étant entendu que la monnaie dominante, le dollar - elle ne l'a pas toujours été et elle ne le sera pas toujours - a joué son jeu sans toujours

beaucoup de cohérence et où le désordre s'est installé dans toutes nos économies. Puis vinrent le premier choc pétrolier, de 1973-74 `1973 - 1974`, et le deuxième de 1978-79 `1978 - 1979`. Aujourd'hui, même s'il est difficile de faire des prévisions trop sures à distance, la chute des prix du pétrole. On ne va pas dire quand le pétrole est cher, c'est une catastrophe , et lorsqu'il baisse c'est une autre catastrophe. Mais nos économies sont si bien ficelées que finalement c'est un peu comme cela qu'on est en-train de raisonner. C'est-à-dire qu'on est toujours en retard.

- Sur les remèdes, les choses sont un peu différentes bien que le champ ne soit pas vaste des solutions possibles. Je suis issu des rangs du socialisme mais comme Président de la République, je représente la France, sans aucun qualificatif, la France et tous les Français. Je m'inspire forcément d'un certain nombre de choix qui m'ont valu la confiance des Français et je pense que je n'ai pas à me référer, par exemple, à Keynes. Ce n'est pas lui qui occupe tout mon esprit. Beaucup de temps a passé depuis Keynes, même si, pendant longtemps et à une époque décisive à l'égard d'une autre crise, son apport a été fort important. Je dois confesser que ce n'est pas non plus M. Friedman qui me verra parmi ses zélateurs, ses disciples les plus engagés.\
Je connais maintenant assez bien l'Allemagne `RFA`, les théories de ses dirigeants, leur façon d'approcher les choses. Lorsqu'on débat, et on débat souvent de ces questions, je dis simplement qu'il faut faire très attention. L'Etat idéal à-partir duquel on ne s'enrhume pas, on ne tousse pas, on n'a pas la fièvre, à-partir duquel on ne s'enrhume pas, on ne tousse pas, on n'a pas la fièvre, à-partir duquel on n'a pas d'ennuis sentimentaux où on ne tombe pas de cheval, où on n'a pas d'accident d'automobile, l'Etat idéal dans lequel il ne vous arrive jamais d'ennuis, où la monnaie ne baisse pas, il n'y a pas de dévaluation en vue, c'est la mort. Il faut se garder de confondre une politique puuissante qui conçoit les ressorts de l'économie et les contrôle en termes de rigueur, la rigueur étant à l'ordre du jour, et qui ne serait en réalité que les effets de la récession : le malade ne fait plus de dépenses inconsidérées mais l'a-t-on guéri de son vice, c'est-à-dire la prodigalité ? Non, parce qu'il n'a pas d'argent. Le malade n'a pas d'argent £ il n'a pas non plus de souffle £ il n'a même plus assez de santé pour pouvoir sortir de chez lui £ il est dans son lit £ il n'ouvre pas la fenêtre car il pourrait y avoir un courant d'air. J'ai souvent peur que nos économistes ne proclament les vertus de la rigueur, qu'à la condition de placer nos sociétés dans un bocal à air conditionné ou sans air du tout.

- Je souhaite donc développer la thèse selon laquelle il faut prendre des risques qui sont ceux de la vie. Il ne faut pas en prendre plus que cela, sans quoi les risques de la vie s'achèveraient aussi, si on les exagère, par la mort. Il faut donc voyager comme on le peut avec bon sens, en tenant compte des situations de chacun.\
Je ne ferai aucun procès, surtout de politique intérieure française dans un pays ami mais étranger, mais il y a simplement des données qu'il faut que vous connaissiez. La France que j'ai la charge de gérer se trouvait au mois de mai de l'année dernière avec une inflation à un régime de croisière à 14 % et même un peu plus, si l'on tient compte du fait que les prix des services publics n'avaient pas été alignés depuis le début de l'année 1981. A la fin de l'année notre régime de croisière était légèrement inférieur à 14 % si l'on tient compte du même phénomène, c'est-à-dire que nous avions dû intégrer deux augmentations de services publics, celle de janvier et celle de juillet. 14 %. Bienheureux Allemands, si je compare les chiffres de ces dernières années. Méritants Allemands, car vous non plus vous n'avez pas de pétrole et vous en achetez beaucoup. Il y a donc des mérites induscutables à votre politique alors que vous avez des coûts salariaux importants et que vous avez cependant des budgets de progrès. Je ne vous prendrai pas pour modèle, je dirai simplement que vous avez agi de telle sorte sur votre degré d'inflation qui reste encore réel, mais quand même faible par-rapport aux autres, vous permet mieux que d'autres d'être présents dans la compétition mondiale, ce qui, au bout d'un certain temps, vous permettra de lutter plus efficacement contre ce qui vous restera d'inflation et plus efficacement encore contre la recrudescence du chômage. Cela est indiscutable. C'est un objectif que je - recherche, pour finir à descendre à 13, 11, 10, 8. Nous cherchons.

- Tout à l'heure, j'en parlais à Helmut Schmidt et il me disait "pourquoi pas cinq" et je lui

réponds maintenant "pourquoi pas cinq". Mais il est des frontières, il faut bien prendre garde au fait que nos sociétés ne peuvent pas tolérer n'importe quoi. Trop souvent, et ce cera alors ma propre pensée, mes choix politiques que j'exprimerai, on appelle rigueur économique, vous savez, le fameux sérieux, ce qui n'est en réalité qu'une rigueur sociale.
- En France, nous avons une grande réputation pour les rigueurs. Ne parlons que du passé. Je pense à M. Poincaré, à M. Pinay, par exemple, mais je me garderai d'aller plus loin. On a une grande impression de rigueur quand on frappe de taxes et d'impôts les catégories sociales qui ne votent pas pour vous, c'est-à-dire la masse des salariés, les petites gens et que l'on se garde de frapper les autres, c'est-à-dire les fortunes. Ce n'est pas une rigueur économique : c'est une rigueur sociale, c'est une rigueur quand même. Naturellement, la tendance d'un gouvernement différent est de considérer que cela suffit peut-être de voir, à travers le temps depuis le début de la société capitaliste, toujours les mêmes catégories sociales bénéficier d'un Etat qui finit par devenir un privilège, et qu'il faudrait peut-être, cette fois-ci, contribuer davantage à l'égalité sociale. C'est ce qui a conduit ce gouvernement à prendre des mesures qui ont été considérées parfois avec sévérité ici et là, comme l'impôt sur les grandes fortunes, et un peu l'impôt sur le capital alors qu'il n'existait pas, en France et était cependant pratiqué dans de grands pays capitalistes du monde que vous connaissez bien.\
L'inflation française est trop forte. Il faut absolument que les mesures actuellment en-cours, et celles qui seront prises, conduisent la France de façon inéluctable à la remettre dans le niveau raisonnable de la compétition mondiale. Mais, en même temps, il ne faut pas que nous dépassions le seuil tolérable pour une société quant au nombre des chômeurs. Non pas dans cinq ans, dans dix ans, mais tout de suite. Je ne veux pas une simple pratique rigoureuse anti-inflationniste dont je sais bien que si elle réussissait, dans quelques années, elle ne permettrait de développer notre industrie plus rapidement que je ne puis le faire aujourd'hi, mais dans l'intervalle un seuil de tolérance serait dépassé. Quel est ce seuil de tolérance ? En France, deux millions de chômeurs. En Allemagne vous en avez, je crois, moins. Je me permets de souhaiter que vous ne connaissiez pas cette marche en avant que d'autres pays connaissent, que les Etats-Unis d'Amérique commencent à connaître, que la Grande-Bretagne connaît tout à fait et ce ne sont pas les seuls.
- Il faut que nous voyagions entre la nécessaire compétitivité qui suppose une baissse radicale de l'inflation française, mais à une allure qui n'atteigne jamais le seuil d'intolérance qui ferait que cette politique économique deviendrait une politique de récession et qu'alors nos chantiers et nos usines seraient fermés. Je ne sais d'ailleurs comment nous obtiendrons le résultat finalement souhaité : nous aurions brisé dans l'intervalle l'instrument. C'est cela notre difficulté, étant donné les habitudes prises par la France qui ne sont pas toujours de bonnes habitudes, mais celles que nous avons trouvé en arrivant là.
- Voyez-vous, l'une des grandes difficultés que connaissent les forces populaires lorsqu'elles arrivent au pouvoir, c'est qu'elles y arrivent au pouvoir, c'est qu'elles y arrivent après l'échec, sans quoi elles n'y arriveraient pas. Echec électoral consécutif à un échec économique des forces conservatrices. C'est comme ça. Il faut donc que ces forces là, celle que représente le gouvernement français, soient en mesure à la fois de commencer la réalisation d'une plus grande répartition du profit national au moment où ce profit national s'approche dezéro `croissance`. Il faut à la fois rétablir plus de justice et donc répartir mieux, alors qu'il y a à répartir moins. Et lorsqu'on dit "mais la gauche en France ne peut rester au pouvoir plus de deux ans, exemple le cartel des gauches de 1924, exemple le front populaire de 1936 " vous comprenez tout de suite la comparaison faite avec l'époque moderne. Je dis oui c'est vrai, ces forces-là, ces couches sociales ont une responsabilité et une tâche énormes puisqu'il leur faut assurer absolument cette plus grande justice sociale.
- Il est indispensable que les travailleurs et producteurs aient une part juste de la production dont ils sont les premiers auteurs mais en même temps, bien entendu, cela rend plus difficile les mesures à prendre, y compris sur-le-plan de la fiscalité.\
Nous sommes pourtant attachés à cette oeuvre. Nous ne manquons ni de volonté, ni d'optimisme, sans rien ignorer des difficultés que nous sommes appelés à rencontrer. Mais

d'optimisme, sans rien ignorer des difficultés que nous sommes appelés à rencontrer. Mais, puisque nous avons reçu un héritage, j'en ai indiqué à un certain moment les pertes, il faut aussi que j'en engrange les profits. Eh oui, nous avons aussi hérité d'institutions, ce ne sont pas celles pour lesquelles j'ai personnellement voté mais voilà, elles étaient là lorsque j'ai été élu. Ces institutions, je pense qu'elles n'avaient pas été prévues pour cela, me permettent de disposer du temps. C'est-à-dire que pendant sept ans je puis mener une politique qui s'était jusqu'alors brisée en deux ans, lors d'expériences, non pas exactement comparables, mais qui, historiquement, représentaient la même orientation.
- Il y a donc le facteur institutions françaises qui font que le Président de la République française, assuré d'une majorité absolue, au gouvernement du moins, mais qui a enfin le soutien d'une politique grâce-à la majorité absolue dans notre Assemblée nationale, dispose du temps. Il ne faut pas gâcher ce temps £ il faut le gérer. C'est dans ce sens que nous avons marqué des étapes plus lentes que les vôtres. Cela est un danger, mais ce rythme est celui que permet notre organisme à nous, ce qui risquerait sans cela la rupture d'anévrisme dans une société fragile, en-raison même des exaspérations nées des profondes inégalités sociales.
- J'en terminerai dans un moment. J'ai dépassé le temps qui m'était imparti mais voyez-vous ces sujets m'intéressent et cela m'intéresse d'être avec vous et je n'ai pas hésité à abuser de votre patience.\
Je voudrais vous indiquer que sur-le-plan budgétaire, point de repère fort important pour les responsables que vous êtes, on parle beaucoup d'hémorragies budgétaires françaises. Je vous dirai qu'à l'heure actuelle la France a le déficit budgétaire le plus faible de tous les pays industrialisés du monde : pour le budget et le budget social, 3 % du produit national brut `PNB`. La tendance actuelle, à la suite des dispositions prises pour réaliser une plus grande égalité sociale qui avait des objectifs économiques à partir d'une relance par la consommation mais aussi, je vais y venir, de l'investissement productif, cette tendance nous porterait vers 3,5 %. Là est le danger. Tandis que l'Allemagne `RFA` qui se trouve aux alentours de 4 % a pris des mesures qui tendraient à la rapprocher aussi de 3,5 % de son produit intérieur brut. Je ne veux pas que cette tendance s'affirme et l'un des éléments qui seront mis en oeuvre au-cours des prochains mois, entre le mois de juillet et le mois d'octobre, sera d'une façon rigoureuse le maintien de ce déficit budgétaire aux alentours de ces 3 % compte tenu du fait que notre pays sera je crois le seul des pays occidentaux à bénéficier d'une croissance. La croissance de notre économie je l'espère de plus de 2 %. Nous voudrions nous rapprocher de trois, à comparer avec certains pays qui seront soit au-dessus de 0, soit à 0, c'est le cas de la plupart d'entre eux. Naturellement, cette croissance nous procurera des revenus nouveaux et c'est en faisant entrer en ligne de compte cette donnée que je dis que nous maintiendrons notre déficit budgétaire aux alentours de trois pour cent.\
Economie dans le domaine budgétaire de l'Etat, économie dans le budget social, c'est pour nous le souci principal. Je ne suis pas sûr que ce ne soit pas le vôtre, à vous, amis Allemands. Le budget social nécessaire, mais trop souvent incontrôlé, et sur lequel, à l'heure actuelle, nos meilleurs spécialistes, nos responsables au gouvernement se penchent. Réponse sera donnée à ce problème dans les semaines qui viennent. C'est vrai que nous avons besoin d'examiner nos coûts salariaux. Je ne dis pas : de tenir nos salaires. Nous avons besoins d'examiner l'ensemble des données qui touchent aujourd'hui à la production et veiller à ce qu'un dérapage ne se produise.
- Mais je tiens à le dire : inflation, voilà la direction prise : chômage, environ 9 % aujourd'hui de notre force productive. Nous avons pris toutes les mesures, et en-particulier les lois sociales, dont je me permettrais de vous rappeler brièvement la teneur sur la retraite volontaire à 60 ans £ sur la cinquième semaine de congés payés, appliquée dans la plupart déjà des grandes entreprises modernes en France £ sur les 39 heures de travail par semaine £ sur le temps partiel et sur les contrats de solidarité. Nous luttons pour que la vitesse d'accroissement du chômage soit réduite, pour diminuer en valeur absolue par la suite, et nous voulons que cela se fasse par la formation. De ce point de vue, nous avons pris modèle sur l'Allemagne `RFA` et nous veillons à ce que nos jeunes gens à-partir de 16 ans ne soient pas jetés sur le marché du travail sans avoir connu

plusieurs années de formation `professionnelle` qui leur permettront de s'adapter aux technologies nouvelles.
- Enfin, nous faisons une puissante politique d'investissement productif et ce sera le dernier débat, sur lequel je vous retiendrai. Nous avons constaté que l'investissement privé en France ne s'était pas accru, sinon de 1 %, depuis 1976, ce qui est un phénomène commun à la plupart des pays industriels et notamment aux Etats-Unis d'Amérique £ tandis que les investissements publics s'étaient accrus de 52 %, ce qui n'est pas considérable mais ce qui est quand même supérieur.\
Nous n'en avons pas conclu que nous allions désormais transformer la production française en société collectiviste. Je me souviens de cet homme politique d'un grand pays étranger ami qui a posé une question angoissée à un de mes amis lorsque nous étions à Ottawa. Il lui disait : "Mais dites moi, vous savez que je suis votre ami, expliquez-moi pendant la durée de ce déjeuner que nous allons prendre ensemble, ce qui distingue l'économie française avec François Mitterrand de l'économie soviétique". Bien entendu il aurait fallu qu'ils s'offrent mutuellement à déjeuner et à dîner pendant plusieurs mois pour parvenir à trouver des points de comparaison utiles. Non, simplement, nous pensons qu'il faut que dans certains domaines où existent des monopoles, où se développe la tendance au monopole et là où la concurrence a pratiquement disparu, du moins sur le territoire national, nous voulons que l'investissement soit orienté, puissant et productif. Et lorsque nous disons que nous voulons reconquérir notre marché intérieur, qu'est-ce qu'on dit en Allemagne `RFA` ? On dit "ils veulent faire du protectionnisme". Et l'on se trompe. Il n'y a pas plus de protectionnisme en France que dans les pays concurrents. Je demande que dans les prochaines conférences internationales, on mette sur la table la totalité des mesures protectionnistes, en incluant celles qui ne sont pas inscrites dans les lois ou dans les textes, mais dans les faits. Je demanderai à ce moment-là, pour ne parler que des absents, comment il se fait qu'il faille trois ou quatre ans à un industriel français au Japon pour parvenir d'autorisation en autorisation, d'amabilité en amabilité, d'enthousiasme en enthousiasme, trois, quatre ou cinq ans avant de pouvoir vendre un pot de yaourt ? Et je demanderai comment il se fait qu'à la veille de Christmas les dindes françaises sont frappées soudainement d'une maladie étrange qui fait qu'on n'autorise qu'au mois de février, Christmas étant passé, nos dindes en bonne santé à revenir en Grande-Bretagne. Et je demanderai à l'Allemagne..., mais arrêtons-là.
- Je veux dire par là qu'il faut que nous mettions sur la table nos protectionnismes. Qu'est-ce qu'on peut reprocher à la France ? Les 3 % auxquels mon prédécesseur a décidé de limiter l'importation des voitures japonaises ? Je vous demande est-ce que la Communauté européenne `CEE` n'a pas récemment à Bruxelles estimé qu'il serait nécessaire, si aucun progrès n'était fait dans ce domaine, d'examiner la protection de l'ensemble des pays de l'Europe ? Est-ce que la question n'a pas été posée par tous mes partenaires ? Comme j'étais le plus suspect, j'ai été le plus discret. Mais j'ai écouté les autres. Je sais ce que je dois en penser.\
D'autre part, lorsqu'il s'agit des prêts bonifiés, face à la menace représentée par les taux d'intérêt `dollar` incensés des Etats-Unis d'Amérique, il serait interdit d'imaginer deux systèmes de prêts : ceux qu'on nous impose de l'extérieur et ceux que nous pratiquerions à l'intérieur de notre économie ! Il nous serait interdit de constater que la France possède la plus grande forêt d'Europe tandis que son poste le plus déficitaire, après le pétrole, c'est le bois ! Quoi, nous ne pourrions pas mieux utiliser notre forêt pour cesser d'acheter à l'étranger et donc cesser de voir accroître notre déficit commercial ! Cela serait interdit ? Nous ne pourrions pas veiller à ce que se développent des industries de machines outils, qu'il y ait des industries de la résine, cela serait interdit ! Nous voulons reconquérir notre marché intérieur, non pas par des mesures privilégiées protectionnistes mais par une meilleure adaptation de notre outil de production à la demande de la consommation. Nous avons bien l'intention de continuer à le faire dans-le-cadre de notre indépendance.
- Si l'on se plaint de mesures catégorielles prises en-particulier sur-le-plan du textile, de l'habillement, du jouet ou de l'ameublement en disant : "la France reconquiert son marché intérieur d'une façon protectionniste", je réponds que nous l'avons fait dans-le-cadre de

discussions menées à l'intérieur de la Communauté `CEE` et que nous ne sommes pas en contradiction jusqu'à ce qu'on me le signale - si on me le signale, je suis prêt à engager cette discussion - nous ne sommes pas en contradiction avec la marche de cette communauté.\
Nous voulons investir. Nous commençons de le faire et nous le ferons dans-le-cadre de l'honnêteté commerciale. Je ne sais quel bruit s'est répandu selon lequel nous tirerions de nos banques je ne sais quel argent comme si l'on faisait, en somme, un prélèvement arbitraire pour entretenir nos industries. Qu'est-ce que c'est que ces bruits qui ont pour objet de ruiner le crédit de la France ? Quoi, il serait interdit à la France de mener la politique qu'elle entend mener parce qu'il y aurait une sorte de disposition internationale interdisant à certaines explications de la société de gouverner un pays démocratique ! Vous devez bien imaginer qu'à aucun moment je ne cèderai le moindre terrain à ce type de conjuration, si jamais il devait se produire, étant entendu que la France est un pays où les libertés étaient déjà très vastes, mais où elles ont été accrues au-cours de ces derniers mois.
- Vous imaginez bien que la France, démocratie scrupuleuse qui respectera tous ses engagements au regard des conventijons des droits de l'homme, qui les repecte, qui entend respecter la liberté de concurrence, qui entend jouer le grand jeu du commerce international, entend s'équiper. Oui, est-ce que c'est la reconquête du marché intérieur que d'avoir un plan d'énergie nucléaire qui nous permettra en 1990 d'être pour 50 % de notre production à l'abri de nos achats à l'extérieur ? Qui pourrait donc nous le reprocher ? On commence même à nous envier cette démarche.\
Voilà ce que j'ai tenté de vous dire, mesdames et messieurs. Simplement, et ce seront mes derniers mots, nous savons bien que rien de ce que nous faisons n'aura de véritable portée si cela ne se fait pas dans un mouvement communautaire et d'abord avec les plus proches de nos voisins, de nos amis `CEE`. Voilà pourquoi j'ai parlé d'espace social européen, mais on pourrait parler aussi bien d'un espace technologique. Déjà, nous avons de grandes réussites. Vous croyez que devant les développements de l'informatique ou de l'éclectronique, devant le développement des télécommunications, nous ne sommes pas capables, Allemands, Français et quelques autres, de vaincre sur-le-plan de la compétition loyale nos concurrents directs ? Nous avons déjà créé un centre mondial pour la micro-informatique. Je suis allé au Japon £ nous y avions organisé un symposium où se trouvaient nos plus grands industriels, nos plus grands chercheurs, nos plus grands savants, en face de leurs homologues japonais et nous avons constaté que sur un grand nombre de produits, peut-être 40 %, nous étions en avance. Les Japonais s'en sont rendus compte aussi. Certes, nous n'avions pas le génie commercial des Japonais mais nous avions la capacité de produire et de créer au-même-titre.\
J'ai laissé de côté bien des sujets inscrits sur mon papier, en-particulier les ambitions culturelles. Et pourtant, c'est au travers de la culture, équipement, investissement productif, recherche, formation, c'est par la recherche à laquelle nous allons maintenant consacrer 2,5 % de notre produit intérieur brut `PIB`, c'est par la culture à laquelle nous allons consacrer 1 % de notre produit quenous pensons finalement développer les richesses de l'intelligence, la capacité de savoir et de connaissance. Finalement, la reconquête et la victoire contre la crise économique, c'est bien naturellement par le canal des marchandises qu'il faut produire et produire bien, qu'il faut l'effectuer £ mais c'est avant tout par la formation de l'homme. La formation et la capacité de l'homme tient à un longue histoire, à une projection sur l'avenir, à la recherche, à la culture. Cela explique que dans nos dispositions nous cherchons à faire que la capacité d'invention, et le passage de la recherche fondamentale à la recherche appliquée avec toutes les richesses de la culture, soit notre instrument principal. Quand un Français dit cela à des Allemands, il a le sentiment de pouvoir être entendu car il n'est guère de ville, il n'est guère de village d'Allemagne `RFA` où l'écho des résonnances de la culture ne se situe au plus haut de ce que l'esprit humain a été capable d'inventer.\